



EDITORIAL

ÉLECTIONS

Oups, les européennes !

Raymond Klein

Donner une plus grande visibilité au scrutin européen, voilà des années qu'on en parle au Luxembourg. C'est désormais chose faite, grâce à l'anticipation des élections législatives.



Les élections anticipées afin de surmonter la crise du gouvernement, secoué par des dissensions internes et par la perte de confiance des citoyen-ne-s, tournent de plus en plus à la farce. Même en faisant abstraction des petites phrases sur ce qui serait « sexy » ou sur la décoration des clochers, les campagnes électorales apparaissent ternes face aux affaires « dramatiques » des mois précédents. Pire, les élections anticipées risquent de ne pas changer grand-chose, comme certains l'avaient pressenti dès avant la rupture (woxx 1221). Les mêmes députés trop complaisants envers les institutions policières et juridiques et surtout le service de renseignement reviendront à la Chambre. Et avec un peu de malchance, on assistera à un remake de la grande coalition, avec Jean-Claude Juncker comme « nouveau » premier ministre.

Pourtant, sur un point, ces élections anticipées amèneront une avancée démocratique, même si cet effet est involontaire. Le 25 mai 2014 se tiendront des élections européennes qui, pour la première fois, seront dissociées des législatives luxembourgeoises. Qu'on se souvienne : en mars dernier, le Parlement européen avait décidé d'avancer de deux semaines la date du scrutin, et le Luxembourg avait décalé la date des législatives en conséquence. Le but étant, pour des raisons « organisationnelles », d'élire les deux parlements le même jour - on était même allé jusqu'à modifier la date des vacances de la Pentecôte afin d'assurer un taux de participation maximal.

Certes, l'idée de rompre ce lien traditionnel a fait son chemin au fil des ans. Dès 2009, la plupart des partis ont interdit les candidatures sur les deux listes. Auparavant, les européennes étaient une sorte de concours de beauté entre stars politiques, et les députés européens souvent choisis parmi les derniers de la liste. En mai dernier, le site Europafo-

rum.lu avait interrogé les six eurodéputés qui étaient favorables à une séparation des dates des deux scrutins. Gageons que, sans la crise gouvernementale, une telle séparation n'aurait pas pour autant vu le jour avant les années 2020.

Que peut-on espérer du fait qu'en mai prochain, les Luxembourgeois ne se prononceront que sur les mandats européens ? Que le rôle et l'orientation de l'Union européenne ne soient pas seulement des sujets accessoires mais se retrouvent au centre du débat politique. Après tout, le Parlement est l'institution la plus représentative du caractère communautaire de l'Union, et différencie celle-ci d'une simple alliance entre Etats. Même si son pouvoir est inférieur à celui des parlements nationaux, il a désormais son mot à dire à de multiples niveaux, et peut contrecarrer la dérive nationaliste des attitudes des Etats membres depuis le début de la grande crise économique.

En effet, cette situation de crise a conduit à plusieurs reprises l'Union au bord de l'éclatement - et nul ne sait quelles en seraient les conséquences. Pourtant, la crise pourrait aussi faire avancer l'idée d'une société européenne, car, comme l'explique Thierry Pech dans « Alternatives économiques », « les opinions publiques nationales parlent toutes de la même chose en même temps ». Alors, y aura-t-il un véritable débat public européen en 2014 ? Les Luxembourgeois choisiront-ils leurs députés en fonction des programmes européens respectifs ? Le rapport au projet européen et l'orientation des politiques communautaires, après avoir été discutés vivement en 2005, donneront-ils lieu à un grand débat national au Luxembourg ? Avec le décalage des élections législatives nationales, les conditions sont réunies pour enfin « parler Europe » avant de « voter Europe ».

NEWS

Cyber-Mobbing : Am Pranger S. 3

LTPES : Surprise programmée p. 4

Egypte: Les partisans de Morsi et la torture p. 5

REGARDS

Elections anticipées : Piraterie intégrale p. 6

Aufarbeitung der Vergangenheit: Lähmendes Erbe S. 8

Zimbabwe: Afrikanischer Appeasement S. 10